

Des sentiers pour relier

La plupart des chemins qui sillonnaient nos campagnes et forêts ne sont plus accessibles. Comment les réhabiliter en communs ?

Vous êtes-vous déjà baladé-e sur un sentier en vous demandant si vous pouviez l'emprunter ? Cette question, une poignée de travailleurs et travailleuses du non marchand ont buté dessus, lors d'un atelier-balade à Marchienne-au-Pont¹. Derrière Hugues de Bolster (SAW-B) et Boris Nasdrovsky (asbl Tous à Pied), le groupe quitte les bords de Sambre pour suivre les méandres bucoliques de l'Eau d'Heure. Il longe Coopéco², un supermarché coopératif et participatif, puis traverse un parc partagé par plusieurs associations. Le lieu, ouvert à tous et toutes, est un refuge d'initiatives associatives et citoyennes, dont un potager collectif. Sur le chemin, ça discute propriété et « communs ». Le noir des industries sidérurgiques semble loin. La nature déborde de couleurs automnales. Puis le chemin s'arrête. Brusquement. Une barrière flanquée d'une fichue pancarte. « Propriété privée ». Demi-tour obligatoire. Auparavant, les habitant-es empruntaient ce sentier depuis Nalinnes, pour venir travailler à l'usine. Aujourd'hui tout est fermé.

Servitudes cherchent volontaires

A certains endroits, 75% des servitudes publiques de passage répertoriées dans l'Atlas des chemins vicinaux³ ne sont plus empruntables. Soit parce qu'elles ne sont plus utilisées, soit pas aménagées, et/ou accaparées par des particuliers. « Le territoire dans lequel on vit, c'est un commun qu'on devrait avoir le droit de parcourir et de découvrir lentement. Les sentiers le permettaient. Mais c'est désormais compliqué », constate Boris Nasdrovsky, urbaniste de l'association Tous à Pied. *Les chemins d'à côté nous sont de plus en plus inconnus.* » Ainsi que la nature commune qu'ils offrent au bout de la chaussure.

Tous à Pied - anciennement appelée Sentiers.be - s'attache à la défense et à la promotion des chemins et sentiers publics, et à la culture de la marche utilitaire et de loisir. « Nous avons récemment changé de nom pour insister sur ce message : on ne veut pas seulement défendre les sentiers, mais développer leur usage par des personnes. Nous sensibilisons les gens pour les amener à emprunter les sentiers », précise Boris. Inutile de rouvrir un chemin s'il n'est utile à personne. C'est l'usage qui fait d'un sentier un véritable commun.

Depuis la création de l'association, il y a 14 ans, plus de 400 sentiers ont été réhabilités par des bénévoles à travers différents appels à projets, pour les rendre accessibles à tous et toutes : Inventaire et analyse des petites voiries communales, « chemins au naturel » accueillant la biodiversité, « chemins des écoliers » pour se rendre à l'école à pied...

A chaque fois, les usager-es sont invité-es à s'impliquer dans la gestion. « Le sentier ne va pas être uniquement géré par les ouvriers communaux », insiste Boris. *Les citoyen-nes le parrainent, l'entretiennent, lui donnent la vie, s'impliquent. Une zone de rencontre, une place, une rue, un sentier, ce sont des espaces publics à se réapproprier.* » Là, les élèves décorent le sentier voisin de

l'école d'une belle fresque collective, puis y posent des nichoirs. Ailleurs, les habitant-es vont organiser un sondage pour donner un nom officiel à la venelle qu'ils et elles viennent de réhabiliter et poser un balisage bien utile. Cela (re)devient leurs « communs ».

Relier les villages et les gens

« La commune ne gère pas toujours bien ses petites voiries communales », constate l'urbaniste. *En en faisant un commun, on en permet l'usage.* » En s'y impliquant, les habitant-es découvrent l'histoire locale, la biodiversité, le patrimoine, mais aussi leurs voisines. Ils et elles travaillent ensemble, négocient, apprennent quels sont leurs droits et devoirs en tant qu'usager-es ou propriétaires. Car parfois, ces sentiers sont privatisés et rendus inaccessibles. C'est alors que des conflits jaillissent. « La propriété privée est très ancrée chez nous. Défendre l'idée de commun n'est pas aisée. On privilégie alors le dialogue. Quand il s'agit d'une servitude de passage sur une propriété privée, même si on a le droit de passer, il s'agit de comprendre les contraintes de l'agriculteur ou du propriétaire forestier qui en empêche l'accès. Il faut trouver un compromis. » Si on n'y arrive pas, des recours existent. Mais le chemin est semé d'embûches.

Christophe DUBOIS

Contact : 081 39 08 12 - www.tousapied.be

¹ Balade organisée lors des Chantiers de l'économie sociale de la fédération d'économie sociale SAW-B dont l'édition d'octobre 2019 était consacrée aux « biens communs ». www.saw-b.be

² Ce sont les clients qui sont propriétaires du supermarché et en assurent le fonctionnement. Les produits se veulent locaux, éthiques, de saison et accessibles. <https://coopéco-supermarché.be/>

³ L'Atlas des chemins et sentiers vicinaux date de 1847. Il reconnaît les droits de passage acquis par le public qui utilisait les sentiers et chemins locaux. <http://bit.ly/atlas-vicinal>

